

Priorité à l'Augmentation des Salaires !

Priorité à l'Emploi !

Priorité aux Services Publics !

L'austérité pour les spéculateurs !

Pour FO, les plans de rigueur successifs sont inacceptables au vu de la situation économique et sociale.

Pour FO, poursuivre la politique d'austérité sur les salaires, l'emploi ou la fonction publique ne fera qu'aggraver la crise.

C'est pourquoi FO n'a pas donné suite à la proposition de l'intersyndicale nationale CGT-CFDT-FSU-UNSA-Solidaires d'une nouvelle « journée d'action » en octobre :

1 - Il ne s'agit pas d'une grève interprofessionnelle. Une « journée d'action » de plus, des rassemblements ou des défilés qui ne peuvent rien gagner, NON MERCI !

2 - Il n'y a aucune revendication salariale claire, sauf pour les « bas revenus ». Comme si la baisse du pouvoir d'achat ne touchait pas tous les salariés ! Dans le même temps, certains réclament une augmentation de la CSG, c'est-à-dire une baisse du pouvoir d'achat. NON MERCI !

3 - L'intersyndicale se prononce pour « maîtriser les déficits publics », après avoir demandé le 18 août « *la tenue d'une véritable concertation sociale avec le gouvernement et le patronat pour examiner les mesures à prendre pour (...) réduire la dette* ». Réduire la dette et les déficits publics ? C'est au nom de ça qu'on gèle nos salaires, qu'on saccage les services publics (RGPP), qu'on vandalise les retraites, etc. NON MERCI !

En Belgique, où il n'y a plus de gouvernement depuis des mois, «l'indexation des salaires sur l'inflation a dopé l'activité ».

De nombreux économistes reconnaissent la nécessité d'augmenter les salaires pour relancer la consommation intérieure et la croissance.

+ de salaire = + de consommation + d'emplois + de recettes pour l'assurance maladie, les retraites, les allocations chômage + de rentrées fiscales (impôt sur le revenu, TVA...).

La dette de l'Etat ? Elle est creusée par les spéculateurs! Elle est le résultat des politiques économiques des gouvernements successifs dont les bénéficiaires ont toujours été les spéculateurs.

Les salariés en ont marre de payer pour les patrons et les actionnaires, de défiler sans perspective de grève tous ensemble.